Réforme territoriale : les nouvelles régions pourraient fusionner après 2016

Publication : mardi 29 juillet 2014 15:15

Bulletin Quotidien, 17 juillet 2014

Date : 17/07/2014
Pays : FRANCE
Page(s) : 10-9
Rubrique : EVENEMENTS ET PERSPEC...
Périodicité : Quotidien
Surface : 174 %

Bulletin Quotidien

Réforme territoriale : les nouvelles régions pourraient fusionner après 2016

Les députés ont commencé l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Après une modification des limites régionales (cf. "BQ" d'hier), le rapporteur du texte, M. Carlos DA SILVA (PS, Essonne), a proposé, dans un nouvel amendement, que les nouvelles régions puissent fusionner après 2016 pour résoudre des difficultés laissées en suspens. Cet amendement, accepté en commission mais qui doit être voté dans l'hémicycle, laisserait ainsi la porte ouverte à des fusions de régions qui ne seraient pas réalisées dans la nouvelle carte soumise aux députés, faute de consensus à ce stade.

La fusion serait validée par le législateur après une délibération concordante des deux conseils régionaux concernés et l'avis des conseils généraux. Comme pour le droit d'option pour les départements, cette possibilité serait ouverte entre 2016 et 2019, c'est-à-dire après les élections régionales reportées par le projet de loi de mars à décembre 2015 et avant les suivantes prévues en mars 2020.

Le rapporteur a déposé un autre amendement pour supprimer le plafond des 150 élus prévus dans les nouvelles régions pour éviter que certaines grandes régions comme l'Ile-de-France (209 élus aujourd'hui) ou la future Auvergne-Rhône-Alpes (204 élus) perdent des élus. Un amendement identique avait été déposé par le rapporteur du texte, au Sénat, l'ancien ministre Michel DELEBARRE (PS, Nord).

Quoi qu'il en soit, la nouvelle carte des régions continue de susciter des controverses au sein du PS. La création d'une région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes est approuvée globalement, mais l'un des députés (PS) des Pyrénées-Atlantiques, M. David HABIB, ne votera pas la carte des régions proposée "par respect pour mon département", a-t-il dit car "en associant l'Aquitaine, le Poitou-Charentes et le Limousin, on crée artificiellement une région, sans lien, sans histoire et sans culture communes, qui s'étendra sur plus de 500 kilomètres", où "il sera difficile de développer des stratégies de territoires". Il s'agit d'"une humiliation parce que le sud de l'Aquitaine n'a jamais été respecté" et "qu'on privilégie le destin de Bordeaux, capitale régionale (...) à celui des territoires du Sud-Aquitain", a ajouté M. HABIB. De leur côté, les élus socialistes du Nord et du Pas-de-Calais ont vivement critiqué la fusion de leur région avec la Picardie. Mme Martine AUBRY, maire de Lille et, des responsables socialistes locaux ont "condamné" dans un communiqué "l'aberration économique et sociale" de la fusion de ces deux régions. "On ne peut pas sans discussion et brutalement vouloir fusionner deux régions en grandes difficultés", ont plaidé ces élus, qui redoutent en outre une victoire du FN lors des prochaines élections régionales. Dans un entretien à "La Voix du Nord", le président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Daniel PERCHERON, sénateur du Pas-de-Calais, déclare notamment : "Les résultats des européennes montrent que cette éventuelle grande région serait âprement disputée par Marine LE PEN aux régionales l'an prochain. Le groupe socialiste (à l'Assemblée) a fait preuve d'un manque de lucidité assez étonnant". Aux dernières européennes, le FN a fait 38,4 % des voix en Picardie et 35,2 % dans le Nord-Pas-de-Calais.

Les députés socialistes de la région Centre sont également déçus par la nouvelle carte. Ils proposeront par amendement "un rapprochement avec les Pays-de-la-Loire afin de poursuivre le long de ce grand fleuve français la dynamique économique, touristique et culturelle déjà engagée", comme cela avait été proposé au Sénat, rapprochement auquel M. Stéphane LE FOLL, ministre de l'Agriculture, conseiller régional des Pays-de-la-Loire, s'est déclaré opposé, prônant un rapprochement avec la Bretagne. Selon un député socialiste, une majorité du groupe PS aurait été d'ailleurs idéalement favorable à une fusion Bretagne-Pays-de-la-Loire, par crainte d'un "repli

Tous droits de reproduction réservés

Phoca PDF